

SERVICE TECHNIQUE

☎ 05 46 30 19 19

✉ domaine.public1@aytre.fr

Affaire suivie par : SM/Gestion du Domaine Public

**Arrêté temporaire n° 26-AT-0012
Portant réglementation du stationnement**

AVENUE EDMOND GRASSET (D939)



VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-11

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'autorisation n°25-AV-0019 en date du 15/01/2026 par laquelle AQUITAINE RÉSEAUX demeurant TSA 70011 69134 représentée par Salimou GASSAMA obtient l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :

- Réseaux aérien ou souterrains ou branchement - GDF, Réalisation de tranchées prévues du 6 au 5 AVENUE EDMOND GRASSET (D939)

CONSIDÉRANT que des travaux TRAVAUX GAZ - GRDF rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 20/01/2026 au 30/01/2026 AVENUE EDMOND GRASSET (D939)

Le Maire d'Aytré **ARRÊTE** :

ARTICLE 1 :

À compter du 20/01/2026 et jusqu'au 30/01/2026, le stationnement des véhicules est interdit 2 AVENUE EDMOND GRASSET (D939). Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

ARTICLE 2 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, AQUITAINE RÉSEAUX.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aytré, le 15 janvier 2026

Tony LOISEL

Monsieur le Maire



DIFFUSION:

- AQUITAINE RÉSEAUX
- Monsieur le Maire
- DDSP
- Responsable Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.